

Les républicains et la politique étrangère américaine après Trump

Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine



Soufian ALSABBAGH

Janvier 2021

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0299-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Albert Halim/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Soufian Alsabbagh, « Les républicains et la politique étrangère américaine après Trump : entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine », *Potomac Papers*, n° 41, Ifri, janvier 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Potomac Papers

Le programme Amérique du Nord de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amérique du Nord de l'Ifri.

Auteur

Soufian Alsabbagh est écrivain, spécialiste des affaires intérieures américaines et du Parti républicain, Professeur de géopolitique à Baruch College, New York. Son dernier ouvrage, *La Nouvelle droite américaine. La radicalisation du Parti républicain à l'ère du Tea Party*, est paru aux éditions Demopolis. Il est également l'auteur de *L'Amérique de Mitt Romney* (Demopolis, 2012) et tient une chronique pour le *Huffington Post*. Son blog, La Quatrième Voie, analyse la politique intérieure des États-Unis depuis 2010.

Soufian Alsabbagh est diplômé de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), Sciences Po Lille et de l'Université du Kent à Canterbury.

Résumé

Dans l'après-guerre, le Parti républicain a oscillé entre des politiques étrangères idéalistes voire néo-conservatrices, d'une part, et réalistes d'autre part. Avec l'élection de Donald Trump en 2016, le courant isolationniste, hérité de Monroe (1823), est revenu sur le devant de la scène. Pendant son mandat, le président populiste a privilégié une démarche néo-isolationniste fondée sur des conceptions nationalistes et sur un comportement unilatéraliste et non interventionniste, favorisant le court terme et le transactionnel. Elle se fait l'écho de son positionnement ultra-conservateur en politique intérieure.

Cette « doctrine Trump » a connu un moment de conceptualisation important lors de la Conférence sur le conservatisme nationaliste qui s'est tenue en juillet 2019 à Washington. Elle semble avoir largement conquis le Parti, au point de pouvoir être désormais considérée comme la norme, la nouvelle manière d'être « réaliste » en matière de relations étrangères. Si Donald Trump parvient à se représenter lors des élections présidentielles de 2024, il est probable qu'il renchérira en proposant une ligne isolationniste encore plus marquée. À défaut, la relève est prête, avec des profils qui affichent cette même ligne de façon plus ou moins sincère, tels que Josh Hawley, sénateur du Missouri, ou Tom Cotton, sénateur de l'Arkansas.

Ce néo-isolationnisme entre pourtant en contradiction avec l'hostilité désormais bipartisane à Washington envers la Chine. Comment lutter contre un nouvel ennemi systémique, tout en prônant un retrait des affaires du monde ? Si l'administration Biden poursuit une attitude de fermeté vis-à-vis de Pékin, les républicains pourraient saisir cette opportunité de sortir du trumpisme et de la polarisation en refaisant nation avec leurs opposants, comme au temps de la guerre froide contre l'Union soviétique.

Abstract

After the Second World War, the Republican Party pursued foreign policies that were either idealist and sometimes neo-conservative, or realist. The election of Donald Trump in 2016 signaled the return of the isolationist school, inherited from Monroe in 1823. During his four years in office, the populist president followed a neo-isolationist stance based on nationalism and characterized by unilateralist and non-interventionist attitudes and the use of short-term, transactional dealings. This set of attitudes echoed the conservatism he pressed on domestic issues.

This “Trump Doctrine” underwent an important process of conceptualization during the National Conservatism Conference held in Washington DC in July 2019. It seems to have conquered most of the Party, to the point that neo-isolationism can now be considered as the new norm, the only way to be realistic when looking at foreign affairs. If Donald Trump manages to run again for president in 2024, he will no doubt propose an even stricter isolationist policy. If he does not run, young contenders such as Josh Hawley, Senator from Missouri, or Tom Cotton, Senator from Arkansas, will run on that same platform (even though their sincerity is questionable).

It is difficult, however, to reconcile neo-isolationism with the deep distrust towards China that is now a bipartisan feature in Washington. How can the US resist or even fight their new systemic adversary if they must also refrain from engaging in world affairs? If the Biden administration continues to oppose Beijing, Republicans could grasp this opportunity to evade Trumpism and polarization, and reconcile with Democrats to better serve the country, as they did during the Cold War with the Soviet Union.

Sommaire

INTRODUCTION	6
UNE RÉORIENTATION NÉO-ISOLATIONNISTE HISTORIQUE SOUS TRUMP	8
Le bilan de Donald Trump en politique étrangère.....	8
Un nouveau courant réaliste dans le Parti républicain.....	10
L'externalisation de la politique intérieure.....	12
UN RETOUR À LA DOXA RÉPUBLICAINE CLASSIQUE EST-IL POSSIBLE ?	15
L'impact des émeutes de janvier 2021	15
D'« <i>America First</i> » à « <i>Fortress America</i> »	17
De nouveaux profils pour 2024	19
L'HÉRITAGE TRUMP À LA LUMIÈRE DE LA MÉTHODE BIDEN ET DE LA RIVALITÉ CONTRE LA CHINE	22
La quête d'un nouveau « fusionnisme »	22
Deux priorités contradictoires : s'opposer à la Chine et s'opposer à Biden	24
Un ennemi extérieur pour refaire nation ?	26

Introduction

Le 20 janvier dernier, après des mois de doutes et de controverses, Donald Trump a fini par quitter la Maison-Blanche. Au terme de quatre années d'un mandat hors-norme, dont la transgression, jusqu'au bout, fut la marque de fabrique, le magnat de l'immobilier va laisser un vide considérable. Pas tellement dans l'opinion et chez ses supporters, à qui il a suggéré qu'il pourrait revenir en 2024¹, mais surtout au sein de son parti, qu'il a totalement fait sien depuis sa déclaration de candidature en juin 2015. En termes de direction politique, le Parti républicain va désormais être confronté à une question existentielle, tant les prises de position de Trump furent iconoclastes par rapport à la doctrine bâtie depuis 1945.

D'entre tous les champs, la politique étrangère est sans doute celui sur lequel le Grand Old Party (GOP) a le plus dérivé lors des quatre dernières années. L'idéologie de Donald Trump sur le plan des relations internationales est aux antipodes de celle de George W. Bush, qui a quitté la Maison-Blanche en janvier 2009. En un peu plus d'une décennie, le GOP de Trump est devenu nationaliste, non interventionniste, et focalisé sur un court-termisme transactionnel érigé en doctrine des affaires internationales. C'est un retournement prodigieux par sa rapidité d'exécution dans le temps long politique. Il est aussi très peu étonnant à deux égards. Premièrement, c'est une ligne qui correspond tout à fait à la personnalité et au parcours de son instigateur, leader incontesté de son camp depuis sa victoire aux primaires de 2016. Deuxièmement, cette nouvelle idéologie du Parti républicain a été construite en contradiction avec celle du premier rival des États-Unis sur le plan des relations internationales, à savoir la Chine. Cette dernière s'étant très largement appuyée sur le modèle international libéral créé par les États-Unis à la sortie de la Seconde Guerre mondiale pour accroître son influence depuis les années 2000, le GOP de Trump s'est réorienté en réaction, partant en quête d'un nouveau modèle de pensée.

Au-delà de ce revirement considérable, la politique étrangère du Parti républicain sous Donald Trump a mis en lumière une contradiction essentielle. La philosophie de repli que Trump a imposée aux États-Unis en matière de relations internationales est en phase avec son logiciel de pensée, notamment lorsqu'il s'agit de convaincre les électeurs du Parti républicain

1. A. Kumar, « Trump Tells Allies He Will Run in 2024, But Hints He May Back Out », *Politico*, 14 décembre 2020.

ou d'en faire voter de nouveaux. C'est en enfermant l'électorat conservateur dans la logique d'une guerre culturelle interne contre les démocrates, et avec l'aide d'un système électoral largement dysfonctionnel, que Donald Trump est parvenu à devenir président des États-Unis². Mais la réalité sur le plan international est toute autre : les États-Unis font face à l'émergence d'un problème systémique nouveau, qu'ils vont devoir affronter tout au long du XXI^e siècle : la montée en puissance de la Chine est telle que les néo-isolationnistes, pourtant plus puissants que jamais sous Donald Trump, auront du mal à démontrer que le repli face à un rival qui vise clairement le leadership mondial est la bonne solution.

En 2021, le Parti républicain va donc devoir gérer la contradiction entre d'une part un électorat qui semble de plus en plus intéressé par lui-même dans une vision à court terme, et d'autre part le besoin - sinon d'un véritable leadership américain il est vrai essoufflé - au moins d'une présence américaine dans le système libéral international pour contrer l'influence grandissante de son premier adversaire géostratégique. Le Parti républicain délaissera-t-il le leadership américain dans le monde au profit de la Chine pour rester en phase avec son électorat ? C'est le défi auquel doit répondre le GOP, désormais orphelin de Trump à la Maison-Blanche, dans un contexte de réalignement complet de sa matrice internationale et d'une lutte idéologique ouverte entre ses différents courants de pensée.

2. S. Alsabbagh, « L'inégalité du Collège électoral aux États-Unis : comment réparer la démocratie américaine ? », *Chroniques américaines*, Ifri, 16 octobre 2020.

Une réorientation néo-isolationniste historique sous Trump

Le bilan de Donald Trump en politique étrangère

Pendant ses quatre années de présidence, Donald Trump a considérablement réorienté nombre de paradigmes considérés comme acquis au GOP depuis plusieurs décennies. Depuis 1945, on pouvait tracer une ligne continue entre les positions de Dwight Eisenhower, Richard Nixon, Ronald Reagan ou George H. W. Bush. Ces deux derniers présidents, en particulier, ont été les consolidateurs ultimes de l'ordre mondial unipolaire américain. Leurs principes sont fondés sur trois articles de foi très importants concernant les relations entre l'Amérique et le monde.

Premièrement, ils ont investi les États-Unis dans un réseau d'alliances, notamment occidentales, dont l'objectif final a toujours été plus grand que l'Occident lui-même, à savoir le développement de la liberté et de la démocratie. Deuxièmement, leur vision des États-Unis est celle d'une puissance commerciale, pour laquelle le développement du libre-échange a toujours été l'outil premier du déploiement de la puissance américaine. Troisièmement, les États-Unis étant le référent mondial de la paix et du libre-échange, l'immigration légale vers les États-Unis devrait toujours être encouragée, de façon à pourvoir l'Amérique des meilleurs talents dans le cadre de la compétition globale. Cette orthodoxie républicaine étant largement partagée par les démocrates, on peut dire que Trump est élu en 2016 sur un programme résolument contraire à tout ce que professe la diplomatie américaine depuis 1945.

S'il fallait maintenant tracer deux lignes directrices du bilan de Trump en matière de politique étrangère, elles suivraient une trajectoire tout à fait opposée aux trois principes fondateurs de la puissance américaine post-1945. En premier lieu, sur la méthode, l'unilatéralisme de Donald Trump restera l'héritage majeur de sa présidence. Floqué de sa devise « America First », le trumpisme n'a jamais intellectualisé le besoin pour l'Amérique de se préoccuper des affaires internationales. Comme un symbole, Donald Trump est le président qui a effectué le moins de voyages à l'étranger

depuis Jimmy Carter, et il n'a visité que cinq pays de plus que Gerald Ford, qui n'a été président que durant deux ans et demi. Axé sur le court terme et les transactions unilatérales, Trump n'a jamais réinvesti dans le tissu d'alliances qui ont porté, au XX^e siècle, l'expansion de la puissance américaine. Avant Trump, l'Amérique construisait, pour le long terme, des organisations internationales qu'elle pilotait. Le retrait de multiples institutions (Commission des Droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies [ONU], Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], Organisation mondiale de la santé [OMS]) et le saccage de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) resteront comme les balafres les plus nettes infligées par le trumpisme à la puissance des États-Unis. De l'aveu même de nombreux républicains « traditionnels », Trump est allé beaucoup plus loin qu'Obama dans le mépris des alliés des États-Unis³.

En second lieu, sur les moyens, les guerres commerciales lancées par Trump auront été les armes favorites du dirigeant unilatéraliste⁴. Avide d'avancer vite (donc seul), en mettant en avant des gains financiers concrets pour les États-Unis auprès de ses électeurs, ces affrontements répondent d'une logique court-termiste, transactionnelle et médiatique qui correspond au personnage de Trump. Sur le plan des relations internationales et de l'histoire des États-Unis, il s'agit d'un séisme : un président des États-Unis opposé au libre-échange. Jusqu'à Trump, tous les dirigeants républicains depuis le début du XX^e siècle, sans exception, se faisaient fort d'étendre la liberté commerciale comme outil de croissance de la puissance américaine. Les agressions douanières répétées de Trump contre plusieurs pays de l'Union européenne (UE), alliée historique sur le plan géopolitique, sont un contre-pied spectaculaire sur le plan des relations internationales. À la fin du mandat de Trump, il était clair qu'« America First » s'était mue en « America Alone », ce qui n'est pas sans rappeler, pour des raisons très différentes, les critiques déjà émises contre la politique étrangère du Parti républicain dans les années 2000⁵.

Au-delà des engagements iconoclastes que Trump a pris au nom des États-Unis, il reste important de comprendre que Joe Biden ne pourra pas revenir sur toutes les décisions de son prédécesseur. Comme l'a justement dit le journaliste Tony Karon au début du mandat de Barack Obama, « accéder à la présidence ressemble plus à un changement de conducteur de

3. P. Feaver et W. Inboden, « The Coming Republican Reckoning with Trump's Legacy », *Foreign Policy*, 3 janvier 2021.

4. L. Nardon et M. Velliet, « La guerre commerciale sino-américaine : quel bilan à l'issue de la présidence Trump ? », *Potomac Paper*, n° 40, Ifri, novembre 2020.

5. S. Halper et J. Clarke, *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*, Cambridge, RU, Cambridge University Press, 2004.

train, plutôt que de voiture – vous pouvez changer la vitesse du train, mais pas sa direction⁶ ». En dépit des points positifs du bilan de Donald Trump en politique étrangère, parmi lesquels la clarification du duel global avec la Chine et les avancées dans les relations arabo-israéliennes par les accords d'Abraham, Joe Biden devra composer avec le recul de la puissance américaine du fait d'une influence moindre au sein de nombreuses institutions internationales⁷ et d'alliés refroidis par des invectives américaines très concrètes sous Trump.

Un nouveau courant réaliste dans le Parti républicain

La politique étrangère de Donald Trump a été spectaculaire à deux égards en particulier. En premier lieu, Trump a ressuscité un courant de pensée qui avait disparu des rangs conservateurs depuis la Seconde Guerre mondiale. En second lieu, Trump a accompli cette prouesse en recueillant une très large adhésion au sein de son parti, une majorité des élus républicains ayant *a minima* tacitement accepté ce que l'on pourra appeler la Doctrine Trump. Cette dernière, fondée sur une priorisation assumée des intérêts primaires américains, est un isolationnisme qui ne dit pas son nom. L'isolationnisme est un concept des relations internationales qui a fortement marqué l'histoire des États-Unis. Entre 1824 et 1941, les dirigeants américains ont en effet appliqué la Doctrine Monroe, qui intimait aux États-Unis de se garder d'intervenir dans les dossiers de politique étrangère européenne⁸. L'« America First » de Trump n'a jamais signifié le retrait total des États-Unis des affaires du monde, mais l'essence de cette doctrine est assurément isolationniste. De la même manière que George W. Bush fut l'instigateur d'un bilan « néo-conservateur » de son administration, on pourra qualifier la politique de Trump de « néo-isolationniste », qu'il faut avant tout percevoir comme un « non-interventionnisme »⁹.

6. T. Karon, « Why Obama Defaulted to Bush's Foreign Policy Positions », *TIME Magazine*, 4 décembre 2010.

7. En 2020, la décision de Trump de nommer Mauricio Claver-Carone pour prendre la tête de la Banque interaméricaine de développement (IADB) a marqué un certain renversement de la politique de délaissement des institutions internationales de son administration, dans le but d'exercer une influence au-delà de son mandat.

8. James Monroe fut le 5^e président des États-Unis (1817-1825). Les deux exceptions notables à la Doctrine Monroe furent la guerre hispano-américaine de 1898 et la Première Guerre mondiale.

9. Voir le *Summary of the National Defense Strategy* du Département de la défense (2018) et le *National Security Strategy of the United States of America* de la Maison-Blanche (2017).

Au Parti républicain, tout autant qu'il a pu exister des lignes de fracture sur le plan de la politique intérieure (libéraux, modérés et conservateurs), on peut établir trois familles distinctes en matière de politique étrangère. Selon la grille de lecture de Colin Dueck, professeur à l'université George Mason, isolationnistes, réalistes et idéalistes ont tous eu leurs périodes de prééminence¹⁰. Les idéalistes ont été les plus puissants au sortir de la guerre froide, avec Ronald Reagan puis George W. Bush lorsque les néo-conservateurs de son équipe (le vice-président Dick Cheney, le Secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz et autres représentants du courant des « faucons ») ont fait de l'exportation de la démocratie le leitmotiv de la politique extérieure des États-Unis. Véritable ventre mou idéologique, les réalistes ont connu leur temps fort lors de la guerre froide lorsque, de Eisenhower à Nixon, il s'est agi à la fois de prendre des décisions fortes en Europe pour bloquer les avancées de l'URSS, et de prendre un ton plus conciliant au moment de la détente. Les isolationnistes enfin, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, étaient les tenants de la Doctrine Monroe ; d'Andrew Jackson dans les années 1820 à Robert Taft dans les années 1930, ils ont largement dominé les débats de politique étrangère américaine.

Ces derniers, qui étaient donc passés de mode depuis 70 ans, ont fait un retour spectaculaire sous Trump, ce qui n'est pas sans contradictions. Après l'émergence de la menace soviétique dans les années 1950, l'une des autres raisons pour lesquelles les idées isolationnistes sont tombées en désuétude au sein du Parti républicain, est l'avènement de la droite chrétienne au sein du GOP à partir des années 1980. Les conservateurs ont adopté, à partir du mandat de Reagan, une vision messianique de rôle de l'Amérique dans le monde. Selon ce concept, en tant que « cité lumineuse sur la colline » (« *shining city on the hill* »), il était du devoir de l'Amérique de guider le monde vers un modèle capitaliste et libéral, vecteur de paix et de prospérité, à l'opposé du régime communiste de l'URSS. C'est pourtant la même droite chrétienne, dont la puissance n'est pas démentie chez les supporters de Trump, qui va décider au milieu des années 2010 de revenir vers le retrait et l'esquisse isolationniste d'« America First ». L'alliance de circonstance entre Trump et les religieux les plus conservateurs est tournée prioritairement vers des objectifs de politique intérieure. Il s'agit d'enrayer le métissage de l'Amérique et la montée des valeurs sociétales progressistes des démocrates, qu'ils considèrent comme une perte de repères. Mais au passage, Trump va amputer la politique étrangère des États-Unis du paradigme de « l'exceptionnalisme américain ». Le repli, selon Trump, serait désormais la

10. C. Dueck, *Age of Iron: On Conservative Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

voie par laquelle l'Amérique retrouverait sa grandeur, ce qui aurait sans nul doute laissé pantois Dwight Eisenhower ou Ronald Reagan.

Qui plus est, Donald Trump a réussi le tour de force de rallier à lui une majorité d'élus de son camp, faisant de l'isolationnisme relatif d'« America First » la nouvelle position réaliste au sein du Parti républicain durant son mandat. Les républicains du courant réaliste, déçus par l'échec des politiques hyper-interventionnistes de l'administration G. W. Bush dans les années 2000, ont prêté une oreille attentive à la dynamique suggérée par Trump en politique étrangère¹¹. C'est ainsi que douze ans après la fin du mandat de Bush, le Parti républicain a effectué un virage idéologique à 180 degrés. Les partisans de la ligne idéaliste sont aujourd'hui très minoritaires : Mitt Romney ou Liz Cheney en sont les seuls exemples significatifs siégeant actuellement au Congrès. D'autres se sont totalement convertis à la ligne Trump : Lindsey Graham, grand ami de John McCain et fidèle de la ligne Bush, est devenu l'un des plus fidèles défenseurs de la politique étrangère de Trump.

L'externalisation de la politique intérieure

En dépit de la longue histoire des idées conservatrices aux États-Unis, le trumpisme n'a aucune base intellectuelle. Il se fonde intégralement sur des instincts : ceux d'un milliardaire populiste rivé sur *Fox News* en permanence, et ceux d'électeurs qui consomment la même information, volontairement biaisée et de moins en moins fondée sur la réalité. C'est au flair que Trump remporte les primaires de 2016, et ce n'est que durant son mandat que la clarification idéologique intervient, l'*establishment* washingtonien théorisant le succès du locataire de la Maison-Blanche. À cet égard, nul événement n'est plus significatif que la National Conservatism Conference qui se tient en juillet 2019 au Ritz-Carlton de Washington. Plus de deux ans après le début du mandat de Trump, les élites de la droite américaine se réunissent pour penser l'Amérique conservatrice et le monde au XXI^e siècle¹². On y retrouve les penseurs les plus en vue du Cato Institute¹³ ou du Claremont Institute, établissement californien très reconnu dans les

11. Voir les travaux de Elbridge Colby et Wess Mitchell, anciennement proches de Bush et Romney, qui ont tous deux servi dans l'administration Trump et lancé The Marathon Initiative. Cet institut vise à entériner certains éléments du néo-isolationnisme (anti-mondialisation, organisations internationales) et faire le pont avec la *doxa* républicaine classique (OTAN, et lutte contre la Russie).

12. E. Green, « The Nationalists Take Washington », *The Atlantic*, 17 juillet 2019.

13. Créé en 1974, le Cato Institute est le seul *think tank* de poids d'essence fondamentalement libertarienne et isolationniste.

cercles conservateurs depuis la présidence de Ronald Reagan. Parmi les intervenants, on compte Christopher DeMuth du Hudson Institute, reaganien ultra-conservateur qui est un exemple de l'*establishment* réaliste converti au trumpisme¹⁴, ou encore Yoram Hazony, auteur de *La Vertu du nationalisme*, ouvrage dans lequel il pourfend entre autres les « globalistes » et le modèle libéral de l'UE. Ces derniers ont partagé la scène avec notamment Peter Brimelow, responsable du site VDARE et chargé de répandre les idées suprémacistes dans la sphère « alt-right », ou encore Tucker Carlson, éditorialiste-star de *Fox News*.

Bien avant la définition de cette nouvelle idéologie « national-conservatrice » à l'épreuve de son mandat, Donald Trump s'impose dans les primaires républicaines de 2016 parce qu'il saisit mieux que ses adversaires le potentiel du moment anti-libéral qui s'ouvre. Premièrement, il exprime en des termes beaucoup plus simples et avec une communication beaucoup plus efficace le partage des valeurs conservatrices au XXI^e siècle. Pour les électeurs républicains, le plus important aujourd'hui est de préserver l'Amérique originelle, c'est-à-dire d'empêcher ses changements sociaux et sociétaux, qui sont portés exclusivement par les démocrates. Bien qu'il s'en défende, le nationalisme de Trump ne peut empêcher les effusions racistes dans ses rangs, dirigées à la fois contre l'immigration non européenne¹⁵ ou bien vers les minorités intégrées dont le « Squad¹⁶ » d'Alexandria Ocasio-Cortez ou Ilhan Omar est le parfait exemple¹⁷. Deuxièmement, pour convaincre les électeurs d'un GOP totalement dépendant de sa base rurale, il est indispensable de s'attaquer à son vecteur de déclassement principal depuis la fin du XX^e siècle, à savoir la mondialisation et le néolibéralisme économique. Troisièmement, Trump répond au désir très profond de protection des intérêts américains avant tout, ce qui suppose d'accélérer le mouvement de retrait des forces militaires américaines dans de nombreux théâtres d'opérations à travers le monde. Le slogan « America First » traduit la volonté de consacrer des moyens au bien-être des Américains, plutôt qu'au développement de la démocratie en Irak, par exemple.

Ce dernier point sur la démocratie fait écho à la logique qui sous-tend toute l'action des ultra-conservateurs sous le mandat de Donald Trump : en politique extérieure comme en politique intérieure, la démocratie est leur

14. C. DeMuth, « Trumpism, Nationalism, and Conservatism », *Claremont Review of Books*, hiver 2019.

15. Conseiller de Trump, Stephen Miller a rédigé le décret interdisant l'immigration en provenance de pays à majorité musulmane de janvier 2017, dit *Muslim Ban*.

16. En novembre 2018, quatre élues démocrates issues de minorités sont entrées au Congrès et symbolisent depuis l'aile progressiste du Parti démocrate ; Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Rashida Tlaib et Ayanna Pressley sont les cibles régulières des insultes de Donald Trump et des conservateurs.

17. J. Beauchamp, « Trump and the Dead End of Conservative Nationalism », *Vox*, 17 juillet 2019.

plus grand obstacle. Aux États-Unis depuis les années 1970, les démocrates, beaucoup plus que les républicains, ont utilisé la voie des institutions pour concrétiser les changements économiques et sociaux qu'ils souhaitaient¹⁸. Nul autre mécanisme n'a plus contribué à transformer la société américaine et à refouler les idées conservatrices au cours des XX^e et XXI^e siècles. Donald Trump et les conservateurs, pour parvenir à leurs fins en matière de politique intérieure, n'ont strictement aucun intérêt à garantir le bon fonctionnement de la démocratie, puisque celle-ci produit systématiquement du progrès et l'ouverture de la société américaine depuis 1945 (droits de vote des minorités, droits des femmes, immigration et mixité, entre autres). Partant, cet objectif de politique intérieure s'est transformé en doctrine de politique étrangère : unilatéralisme, retrait des institutions internationales, affaiblissement des alliances occidentales qui soutiennent l'ordre mondial libéral engendré par les démocraties occidentales depuis 1945. Tel est l'état dans lequel Donald Trump laisse le Parti républicain, avec une idéologie dont les futurs leaders conservateurs sont désormais tributaires.

18. T. Mann et N. Ornstein, *It's Even Worse Than It Looks: How the American Constitutional System Collided With the New Politics of Extremism*, New York, Basic Books, 2012.

Un retour à la *doxa* républicaine classique est-il possible ?

L'impact des émeutes de janvier 2021

Les graves émeutes qui ont eu lieu au Capitole le 6 janvier 2021 marquent le moment de la clarification au sein du Parti républicain. Cet événement *a priori* cantonné à la politique intérieure va avoir des conséquences historiques sur la politique internationale des États-Unis et les positions du GOP¹⁹. Selon l'adage traditionnel, « les démocrates tombent amoureux, les républicains se mettent en rang » (« *Democrats fall in love, Republicans fall in line*²⁰ ») : les démocrates doivent être séduits par leur leader tandis que les républicains sont tout simplement obéissants envers le leur. Or, Donald Trump a désormais quitté la Maison-Blanche. Malgré les critiques des quelques républicains anti-Trump, les « Never Trumpers », Donald Trump aura été le chef d'un Parti républicain quasiment unifié depuis les primaires de 2016. Entre 80 % et 92 % des républicains ont soutenu le locataire de la Maison-Blanche tout au long de son mandat²¹, et tous les républicains sauf un seul au Congrès ont volé à son secours pour empêcher sa destitution lors de la première procédure d'*impeachment* en janvier 2020²². Sous Trump, la « fusion » des courants a bien eu lieu²³.

Par conséquent, la position réaliste en politique étrangère s'est confondue avec celle des néo-isolationnistes, comme le montre le parcours de nombreuses personnalités influentes. John Bolton par exemple, figure du néo-conservatisme sous George W. Bush, a bien perçu qu'il pourrait réaliser son objectif de dynamiser l'ordre international en rejoignant

19. Dès le 8 janvier, le quotidien kenyan *Daily Nation* titrait en page 3 : « Who's the Banana Republic Now? ».

20. Cette citation est traditionnellement attribuée à Bill Clinton, décrivant les habitudes de sélection des candidats des deux partis lors des primaires présidentielles. Voir M. Halperin, *Double Down: Game Change 2012*, New York, Penguin Press, 2013.

21. Source: Real Clear Politics.

22. Le sénateur de l'Utah Mitt Romney a été le seul élu du GOP au Congrès à voter pour la destitution de Donald Trump, en février 2020.

23. N. Lemann, « The Republican Crisis After Trump », *The New Yorker*, 23 octobre 2020.

l'administration Trump (avant de la quitter avec fracas sous le poids d'autres aspects de la politique de la Maison-Blanche et de différends personnels²⁴).

Orphelins de leur chef, les républicains vont désormais se disputer le flambeau jusqu'à ce que les primaires présidentielles de 2024 dégagent un nouveau leader – et à moins d'une destitution dans les prochaines semaines, il n'est pas interdit de penser que Trump lui-même pourrait concourir. En matière de politique étrangère, deux voies sont possibles, et l'enjeu des trois prochaines années sera pour le parti de l'éléphant de savoir laquelle l'emportera : la doctrine Trump n'était-elle qu'une parenthèse dans l'histoire, ou bien l'isolationnisme a-t-il pris le dessus sur trois quarts de siècle d'internationalisme ?

Dans un premier scénario, l'influence de Trump s'érode et le Parti républicain revient à des positions plus traditionnelles. Selon cette hypothèse, l'*establishment* conservateur du parti reprendrait la main face à un électorat radicalisé, peut-être dépassé par les conséquences des événements du 6 janvier 2021 sur les marges de manœuvre des États-Unis en matière de politique étrangère. Après plus de 220 ans de transitions pacifiques entre administrations, ces événements amputeront nécessairement la position de leadership des États-Unis sur le sujet de la démocratie, dans un monde où les « démocraties illibérales » ont le vent en poupe. En août 2020, 70 experts de politique extérieure du camp républicain, ayant servi dans de multiples administrations, ont appelé publiquement à soutenir Joe Biden²⁵. Parmi eux, des représentants renommés de l'aile idéaliste en matière de politique étrangère, qui ont espoir de retourner à la doctrine de l'avant-Trump. Cela paraît néanmoins très improbable, pour deux raisons. Premièrement, l'Amérique et ses aspirations ont changé, chez les démocrates comme chez les républicains²⁶. Deuxièmement, Donald Trump a réussi à convertir une puissante matrice de politique intérieure, alimentée par un électorat conservateur chauffé à blanc, en une véritable idéologie de politique étrangère.

Dans un deuxième scénario, la base trumpiste reste puissante, et les élus sont contraints de suivre la ligne Trump en matière de politique étrangère. Au regard des 12 millions de voix supplémentaires obtenues par Trump entre 2016 et 2020, ce scénario paraît tout à fait crédible. Tout républicain « traditionnel » souhaitant être compétitif lors de l'élection présidentielle de 2024 sera fortement dépendant de la mobilisation des

24. J. Bolton, *The Room Where It Happened*, New York, Simon & Schuster, 2020.

25. *A Statement by Former Republican National Security Officials*, disponible sur : www.defendingdemocracytogether.org.

26. D. Balz et S. Clement, « Poll: Sharp Partisan Differences Now Exist on Foreign Policy, Views of American Exceptionalism », *The Washington Post*, 17 septembre 2020.

électeurs populistes de Trump. Or, cet électorat a tourné la page du libre-échange et verrait d'un très mauvais œil tout candidat essayant de promouvoir des positions s'éloignant d'« America First ». Michael Anton, ancien membre de l'administration Trump, annonce dans son dernier livre paru en juillet 2020 le soulèvement du 6 janvier 2021 : « L'Amérique rouge pourrait en venir à rendre les affaires intérieures du pays plus difficiles²⁷. » Ce soulèvement montre l'attachement viscéral d'une partie non négligeable des électeurs à la direction iconoclaste impulsée par Donald Trump sous tous les aspects, y compris en ce qui concerne les rapports des États-Unis avec l'étranger. Ainsi, pour les partisans légitimistes de Donald Trump, les conséquences des images diffusées début janvier 2021 dans le monde entier n'ont aucune importance²⁸, puisque les États-Unis ont vocation, à terme, à se retirer des affaires du monde en renonçant au leadership mondial pour s'occuper des intérêts de « l'Amérique d'abord ».

D'« America First » à « Fortress America »

Dans l'hypothèse où la ligne Trump viendrait à rester la norme au sein du Parti républicain, il faudrait alors déterminer si cette ligne est portée par Trump lui-même, ou bien par une figure qui réussirait, *via* les primaires, à attirer le soutien des millions de militants antisystème.

Dans le premier scénario, celui où Trump reprend son propre flambeau en 2024, il lui faudra considérer que le monde politique va continuer d'avancer sans lui à la Maison-Blanche. Depuis le banc de touche en quelque sorte, Trump n'aura sans doute pas le luxe de ne pas renouveler son programme²⁹ et devra proposer une évolution de son discours à ses partisans. Les chances sont minimes, pour utiliser un euphémisme, de voir Trump se faire l'avocat d'un ordre international orienté vers la collaboration et la promotion des droits de l'homme dans tous les pays. Comme souvent avec les dérives autoritaires, penchant dont Trump a fait la démonstration tout au long de son mandat, la seule échappatoire reste la radicalisation, soit une continuation de l'orientation néo-isolationniste dans une direction plus affirmée encore.

27. M. Anton, *The Stakes: America at the Point of No Return*, Washington, Regnery Publishing, 2020.

28. Selon un sondage YouGov du 6 janvier 2021, 45 % des républicains approuvent les violences ayant eu lieu au Capitole. Voir M. Smith, J. Ballard et L. Sanders, « Most Voters Say the Events at the US Capitol Are a Threat to Democracy », YouGov, 7 janvier 2021, disponible sur : <https://today.yougov.com>.

29. Pour l'élection de 2020, Donald Trump n'avait pas présenté de programme. Son site Internet de campagne indiquait que ses priorités de 2016 resteraient identiques.

Au vu du repli sur lui-même de l'électorat Trump, il n'est pas difficile d'imaginer les prochaines propositions de Trump sur le plan de la politique étrangère. Avant cela, il est utile de rappeler que le néo-isolationnisme de Trump n'est pas strictement un isolationnisme au sens de la Doctrine Monroe, à savoir l'interaction minimale des États-Unis avec les affaires du monde. Au cours de son mandat, Trump n'a par exemple jamais mis à exécution sa promesse de se retirer de l'OTAN. Et pour cause : aussi puissant que le trumpisme soit en tant que mouvement politique, il est inenvisageable de voir les États-Unis se retirer complètement du monde en quatre années. Les États-Unis sont tributaires, aussi bien que dépendants, d'une mondialisation dont ils furent les principaux artisans aux XX^e et XXI^e siècles. Le néo-isolationnisme brièvement mis en place par les États-Unis pendant quatre ans s'est montré largement inopérant : la Chine a continué de progresser malgré la guerre commerciale³⁰, l'influence de la Russie a crû, l'Iran est plus proche de la bombe nucléaire qu'en 2016 sans que son régime ait disparu, pour ne citer que quelques exemples.

S'il parvenait à se présenter de nouveau en 2024, voire à gagner la primaire présidentielle républicaine, Donald Trump pourrait donc cette fois proposer un véritable isolationnisme à ses partisans. Ces derniers sont absolument révoltés à l'idée de toute nouvelle incursion américaine au Moyen-Orient, et sont plus que lassés des alliances américaines avec l'Europe. En 2018, dans un échange avec Tucker Carlson, Donald Trump avait confirmé trouver, comme son hôte, la mort de soldats américains pour défendre le Monténégro totalement injustifiée. La doctrine Carlson, exposée longuement lors du Congrès des « nationalistes conservateurs » de juillet 2019, rêve de voir « America First » devenir « Fortress America ». Une Amérique vivant derrière un mur, libérée des guerres sans fin, bercée par un isolationnisme véritable avec lequel beaucoup d'élus de Washington sont encore mal à l'aise. Ce serait la victoire définitive de la famille des Paul, Ron et Rand, aux penchants libertariens, ou d'élus plus récents comme Mike Lee (Utah) ou Matt Gaetz (Floride), qui ont saisi l'attrait de cette politique aux yeux des électeurs. Libéré de toute contrainte lors de la session post-électorale du Congrès fin 2020, Donald Trump a montré en annonçant le retrait précipité des troupes d'Afghanistan qu'il était prêt à aller un cran plus loin que la politique qu'il a menée durant son mandat³¹.

30. F. Nicolas, « Dollar contre renminbi : chronique (prématurée) d'un déclin annoncé », *Questions internationales*, n° 102, juillet-août 2020.

31. P. Stewart et I. Ali, « Trump to Cut Troop Levels in Afghanistan But Stops sShort of Full Withdrawal », *Reuters*, 17 novembre 2020.

Dans l'hypothèse d'un retour en 2024, la ligne Trump pourrait être à la fois empêchée ou avantagée par les actions du président Biden. Empêchée, car Biden va pouvoir utiliser l'indépendance relative du président par rapport au Congrès pour reconstruire les pans de l'ordre international détricoté par Trump. Elle pourrait également être avantagée, car si les populistes voient à l'œuvre la déconstruction du bilan de Trump, ils voudront à tout prix empêcher un républicain plus « modéré » de prendre le contrôle du parti pour l'élection de 2024. Selon l'ampleur des changements incités par Biden, la demande d'isolationnisme pourrait ainsi être plus ou moins forte au sein du Parti républicain. Ce dernier sera également acteur de la politique proposée par Biden, en fonction du rapport de force qui s'établira à Washington jusqu'à la fin 2022 avec les nouveaux élus républicains, puis après les élections de mi-mandat.

De nouveaux profils pour 2024

Dans l'hypothèse où Trump ne parviendrait pas à se représenter en 2024, il ne fait aucun doute qu'une nouvelle génération se prépare d'ores et déjà à prendre la suite. Quelle serait son attitude sur le plan de la politique étrangère ? Après le revirement historique de 2016, stop ou encore ? Les jeunes pousses du Parti républicain post-Trump devront veiller à ne pas connaître le même sort que les quadragénaires brutalement écartés par Trump lors des primaires de 2016 (Ted Cruz, Marco Rubio, Scott Walker ou Chris Christie). L'échec de ces profils que l'on avait annoncés comme la relève du parti est riche d'enseignements pour les futurs aspirants. Par leur choix de ligne politique, ultra-libérale en économie et ultra-conservatrice en matière de politique étrangère (« faucons »), les anciens espoirs ont manqué le tournant d'un électorat dont les aspirations se sont révélées avant tout protectionnistes et nationalistes.

La génération de républicains qui émerge aujourd'hui montre un profil pour le moins novateur. Aux côtés de Ted Cruz et Marco Rubio, qui se positionnent pour retenter leur chance en 2024, les sénateurs Josh Hawley (Missouri) et Tom Cotton (Arkansas) sont les nouvelles têtes d'affiche. Quadragénaires, les deux hommes sont issus du sérail républicain. Diplômés de Yale et Harvard respectivement, ils servent dans des comités très influents au Sénat en matière de politique étrangère. En dépit de leurs références universitaires et un profil plutôt « faucon » au départ, Cotton et Hawley se sont jetés corps et âme dans la défense de la ligne Trump. Le bilan de Cotton, élu au Sénat depuis 2014, traduit ainsi un revirement spectaculaire à partir de 2017, première année du mandat de Trump. Totalement opposé au « leading from behind » d'Obama en 2011, présenté

comme un renoncement à l'exceptionnalisme américain, Cotton a largement mis de l'eau dans son vin sous Trump, qui poursuit pourtant des objectifs autrement plus nets en matière de retrait. Hawley, quant à lui, appelle à entériner la politique étrangère de Trump en tant que nouveau consensus américain³². Sa priorité est de mettre la politique étrangère au service des Américains, un thème qui fait écho à des propositions de Bernie Sanders ou d'Elizabeth Warren pendant la primaire démocrate³³. C'est un signe clair du réaligement du Parti républicain vers des politiques favorables aux classes moyennes, jusque dans les affaires internationales, et à contre-courant des positions mondialistes (libre-échange, multilatéralisme) et interventionnistes (Hawley s'est prononcé contre des frappes en Iran en 2019³⁴).

La doctrine de ces nouveaux élus républicains souffre des contradictions d'un revirement idéologique très récent ; difficile en effet de réconcilier leur ultra-conservatisme « faucon » sous Obama et leur néo-isolationnisme sous Trump. De manière quelque peu factice, cette jeune génération partage une haine tenace de l'ordre mondial libéral et des intellectuels, quand il apparaît que contrairement aux électeurs de Trump, ils en sont un pur produit. Josh Hawley, élu depuis seulement 2018, s'est illustré lors de la conférence nationale-conservatrice fondatrice de l'été 2019 en dénonçant « la puissante classe sociale supérieure et leurs priorités cosmopolites », prenant soin d'égratigner les démocrates aussi bien que les républicains de l'*establishment*. Comme Trump, Hawley fait un usage frénétique des réseaux sociaux pour s'adresser directement à ses soutiens, qui sont avant tout la classe moyenne blanche, rurale et traditionnelle. Il n'en demeure pas moins que Cotton, malgré un trumpisme de façade de tous les instants, a voté en janvier 2019 contre la levée des sanctions contre la Russie souhaitée par Trump, un signal d'opposition au locataire de la Maison-Blanche, à un moment où ce dernier laissait penser qu'il pourrait quitter l'OTAN³⁵.

Outre cette jeune génération flamboyante, d'autres profils issus du sérail pourraient tenter de reprendre l'héritage de Trump, sans toutefois paraître aussi dévoués à la cause. Dans cette catégorie, des personnalités clairement engagées sur le front de la politique étrangère, mais qui n'ont jamais émis de critique substantielle envers la ligne Trump : Nikki Haley, ancienne ambassadrice auprès de l'ONU, Mike Pompeo, secrétaire d'État, ou Mike Pence, vice-président. Moins exposés médiatiquement que les

32. Voir le discours de J. Hawley : « Rethinking America's Foreign Policy Consensus », 12 novembre 2019.

33. N. Toosi, « 'A Moment of Crisis': Warren Lays Out Foreign Policy Vision », *Politico*, 29 novembre 2018.

34. T. Bonn, « GOP Lawmaker: US Shouldn't Attack Anybody on Behalf of Saudi Arabia », *The Hill*, 17 septembre 2019.

35. J. Carney, « Senate Advances Measure Bucking Trump on Russia Sanctions », *The Hill*, 15 janvier 2019.

sénateurs, il leur sera plus aisé d'incarner la réconciliation auprès de l'appareil du Parti républicain et des élus traditionnels suiveurs de l'ère Trump, tout en se vantant d'une véritable fidélité à l'ancien président. Ils incarnent un courant réaliste, très suiviste, qui lui aussi était « faucon » sans aucun état d'âme il y a une dizaine d'années³⁶.

36. Mike Pence était notamment l'un des membres de la Chambre des représentants les plus en vue sous George W. Bush, votant fidèlement en faveur des textes proposés par la Maison-Blanche. Nikki Haley, quant à elle, avait attiré le soutien de Mitt Romney lors de sa campagne pour devenir gouverneure de Caroline du Sud en 2010.

L'héritage Trump à la lumière de la méthode Biden et de la rivalité contre la Chine

La quête d'un nouveau « fusionnisme »

D'ores et déjà, il apparaît que les jeunes pousses du Parti républicain reprendront une grande partie de l'héritage trumpiste en politique étrangère, et nul n'émerge comme favorisant un retour intégral au néo-conservatisme des années Bush. Cela signifie que la pensée républicaine en politique étrangère sera portée sur deux axes clairement identifiés : nationalisme et lutte contre l'ordre institutionnel international. Un large consensus, que la fin de la présidence Trump ne devrait pas bouleverser, existe déjà sur des points bien spécifiques : refus de l'immigration, refus de toute rationalité scientifique sur le climat, refus de négocier avec l'Iran, opposition à l'ouverture envers Cuba, que les républicains assimilent de plus en plus aux démocrates *via* l'épouvantail du socialisme. D'autres thèmes sont moins clairs, comme les accords de libre-échange, les républicains du Sénat restant très libéraux économiquement. De la même façon, le déploiement de forces extérieures et la politique de défense, au-delà de l'objectif d'augmenter les budgets systématiquement chaque année, pourraient faire l'objet de débats. Début janvier 2021, le seul *veto* contourné par le Congrès sous Trump aura justement porté sur son dernier budget militaire, mettant en lumière les 13 sénateurs républicains qui sont restés aux côtés de Trump, dont Cruz, Cotton et Hawley³⁷.

Parmi les priorités des néo-isolationnistes, la Chine figure sans aucun doute tout en haut de la liste. La présidence Trump restera dans l'histoire comme celle qui a révélé l'existence du « duopole sino-américain », un monde dominé à la fois par les Américains et par la Chine. Le Moyen-Orient et la lutte contre la Russie de Poutine doivent s'effacer au vu du poids énorme qu'a pris la Chine dans l'échiquier mondial³⁸. L'Amérique doit partager le haut de l'affiche, et malgré toutes les velléités de repli des néo-isolationnistes, c'est une nouvelle donne qui leur est inacceptable.

37. J. Carney, « Congress Overrides Trump Veto for the First Time », *The Hill*, 1^{er} janvier 2021.

38. T. Wright, « Will Trumpism Change Republican Foreign Policy Permanently? », Brookings Institution, 29 août 2020.

Le vice-président Pence lui-même, dès octobre 2018, a évoqué dans des termes non équivoques la « nouvelle guerre froide » contre la Chine³⁹. Par la suite, la rhétorique de plus en plus offensive de Trump contre l'Empire du Milieu lors de la crise du coronavirus ne doit laisser aucun doute sur les orientations que vont suivre les républicains dans les prochaines années. Josh Hawley, qui a tenu les propos les plus poussés parmi les espoirs du parti dans son discours de novembre 2019, parle d'empêcher l'éclosion d'une puissance égale aux États-Unis, visant clairement la Chine. Loin de « Fortress America », mais clairement à portée des néo-conservateurs classiques, Hawley prépare sa propre proposition « fusionniste » pour le GOP en vue de 2024.

En définitive, le défi du retour à l'unité sur les questions de politique étrangère pourrait s'avérer moins complexe que prévu. En effet, la Chine érigée comme épouvantail pourrait avoir pour effet de mobiliser les différents courants républicains derrière un objectif commun. Les néo-conservateurs, idéalistes et attachés à l'idée de préserver l'hégémonie militaire américaine y trouveront leur compte en demandant une action forte contre Xi Jinping (démonstrations de force à Taïwan, renforcement de l'alliance indopacifique, protection de la propriété intellectuelle des entreprises américaines). Dans le même temps, les néo-isolationnistes pourront arguer qu'il convient plutôt d'enrayer les intérêts chinois de façon directe, en utilisant la puissance du dollar et les guerres commerciales plutôt que de mener une guerre d'influence dans le méli-mélo d'institutions internationales qu'ils abhorrent.

Outre la Chine, la politique étrangère de Biden influencera directement les positions du Parti républicain. Le conservatisme de Trump est avant tout nourri par la peur de voir la société américaine évoluer dans le sens de la mixité, des droits des minorités, du recul de la religion et du port d'armes, etc. Ces priorités sociétales ont clairement pris le pas, au cours des dernières années, sur le discours conservateur qui visait à faire du Parti républicain le champion de la défense des institutions. Les progressistes étant vecteur de transformation de la société américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par le biais des institutions, la solution la plus efficace consiste à abandonner la *doxa* conservatrice traditionnelle et à saborder ces institutions. En dépit de sa volonté de réconciliation bipartisane, c'est cet état d'esprit que Joe Biden doit se préparer à affronter tout au long de son mandat. Pour le GOP, le meilleur moyen d'assurer son unité sera de faire

39. J. Perlez, « Pence's China Speech Seen as Portent of 'New Cold War' », *The New York Times*, 5 octobre 2018.

bloc contre les progressistes⁴⁰. Par conséquent, plus Biden tentera d'effacer le bilan de Trump, plus la ligne Trump et les accomplissements de son mandat seront légitimés et défendus par l'opposition.

Deux priorités contradictoires : s'opposer à la Chine et s'opposer à Biden

Pour les fidèles de la ligne trumpiste émergera donc avec la présidence Biden une contradiction insurmontable : sachant que le 46^e président des États-Unis a d'ores et déjà annoncé que sa politique étrangère aurait elle aussi pour objectif de limiter l'influence grandissante de la Chine à l'international, comment pourront-ils apparaître comme une opposition véritable aux démocrates ? Le Parti républicain va devoir affronter la réalité : Biden va mener la même politique que Trump contre la Chine, mais avec des moyens différents⁴¹. L'unilatéralisme de Trump ayant largement fait la preuve de son inefficacité, Biden renouera la coopération avec les alliances occidentales traditionnelles des États-Unis. Le Parti républicain devra donc résoudre un second dilemme : alors que l'engagement des États-Unis dans le monde va être nécessaire pour confronter la Chine, comment éviter la colère des militants de « Fortress America » ?

Répondre à cette double contradiction fournit au Parti républicain la possibilité de redorer son blason après quatre années de tumulte, tout en respectant les promesses faites à ses électeurs. Si le duel géopolitique global contre la Chine devient le sujet numéro 1 de la politique étrangère américaine, les républicains pourront sortir du trumpisme par le haut en mettant en avant un objectif national ultime et justifier leur collaboration avec Biden⁴². Les trumpistes eux-mêmes, élus et électeurs, pourraient alors réhabiliter leur leader aux yeux de l'histoire. Trump serait reconnu, sans que cela soit tout à fait injustifié et malgré tous ses travers, comme celui qui a changé la dynamique des relations internationales.

In fine, c'est l'évolution de la rivalité chinoise avec les États-Unis qui décidera de l'ampleur du réalignement de la politique étrangère du Parti républicain. La nouvelle guerre froide contre la Chine, si elle est poursuivie comme telle par Biden et soutenue par les républicains au Congrès,

40. S. Illing, « 'The Party Can't Move On': Ross Douthat on the Republican Party after Trump », *Vox*, 19 décembre 2020.

41. T. Wright, « The Fraught Politics Facing Biden's Foreign Policy », *The Atlantic*, 22 novembre 2020.

42. T. Wright, « Will Trumpism Change Republican Foreign Policy Permanently? », *Brookings*, 29 août 2020.

donnerait l'occasion au GOP de tenir la promesse originelle du trumpisme : rendre à l'Amérique sa grandeur. Comme sous la guerre froide américano-soviétique, période lors de laquelle les différences idéologiques entre les partis furent les moins marquées de l'histoire américaine⁴³, rien de tel que le spectre d'un ennemi extérieur commun pour rassembler les États-Unis. Reposant sur un régime présidentiel à la stricte séparation des pouvoirs, on sait que les institutions américaines sont rendues totalement inopérantes lorsque les deux formations politiques dominantes refusent de travailler ensemble⁴⁴. Le triste spectacle politique des dix dernières années, d'une pauvreté législative extrême comparée à d'autres époques de l'histoire du pays, en est la preuve.

L'espoir est permis, car si certains élus comme Hawley ou Cruz se positionnent déjà dans la continuation de l'empêchement radical de tout agenda démocrate, d'autres élus plus raisonnables pourraient porter les propositions de Biden jusque dans les rangs les plus conservateurs du Parti républicain. Des sénateurs comme Mitt Romney (Utah), ou encore Dan Sullivan (Alaska), Susan Collins (Maine), voire Joni Ernst (Iowa), libérés des pressions de la réélection jusqu'en 2026, pourraient offrir plus de coopération à Biden sur des pans clés de la compétition avec la Chine : plan d'investissement national avec une focale sur les réseaux 5G restreignant l'ouverture à la Chine, extension du droit extraterritorial américain, soutien aux moyens de pression monétaire sous l'impulsion du Trésor, et découplage de l'économie chinoise sur les sujets de technologie et d'intelligence artificielle. Dans le cadre du plan d'investissement proposé par Biden durant sa campagne, même l'aile la plus progressiste du Parti démocrate pourrait trouver matière à collaborer avec les républicains si leurs revendications sont entendues (sur le volet des investissements dans les énergies renouvelables par exemple). Les défis du XXI^e siècle sont tels qu'avec la bonne approche sur le plan de la politique intérieure, la politique étrangère devrait être en mesure de réunir la classe politique tout entière, démocrates comme républicains, tenants de l'*establishment* comme militants antisystèmes.

43. Cf. indice DW-NOMINATE. Plus d'information sur : <https://voteview.com>.

44. S. Alsabbagh, *La Nouvelle droite américaine. La radicalisation du Parti républicain à l'ère du Tea Party*, Paris, Demopolis, 2012.

Un ennemi extérieur pour refaire nation ?

En dépit de la force inhérente du trumpisme, incontestable dans les rangs conservateurs (élus et électeurs), l'avenir de la politique étrangère du Parti républicain se définira sans doute hors de ses courants traditionnels. En effet, les élus républicains se décideront probablement en réaction à deux facteurs extérieurs.

D'une part, que fera Joe Biden de la réorientation de la politique étrangère des États-Unis sous Trump ? Reviendra-t-il à une vision multilatéraliste, comme sous Obama, qui vise à parachever l'entrée d'un maximum de pays dans le concert institutionnel libéral-démocrate des nations ? Ou bien regardera-t-il le monde de façon plus cynique, en désignant la Chine et la Russie comme des menaces directes aux intérêts américains⁴⁵ ?

D'autre part, si les démocrates choisissent de privilégier l'affrontement global avec la Chine comme focale de leur politique étrangère et de travailler avec les élus républicains sur ce point, il sera indispensable de réorienter le discours adressé à la minorité blanche, rurale et religieuse, qui est actuellement immensément influente sur les prises de position de ces élus. En effet, si l'attention du pays n'est pas concentrée sur l'ennemi commun extérieur, alors il est vraisemblable que Trump lui-même, l'un des membres de son clan, ou un élu reprenant le discours anti-élites globales et antisystème libéral dictera la trajectoire du Parti républicain dans ses choix de politique étrangère.

Seuls des facteurs externes (et en particulier la Chine érigée comme grande menace globale) peuvent aujourd'hui constituer un vecteur de transformation pour une pensée conservatrice de plus en plus refermée sur elle-même. La mobilisation des soutiens de Trump depuis 2015 et de ses nouveaux électeurs de 2020 participe de la domination d'une réalité alternative. Les mensonges intentionnellement construits par Trump visent à faire fonctionner les électeurs conservateurs dans un univers toujours plus étroit, où leur haine est concentrée avant tout sur l'ennemi en politique intérieure : des démocrates érigés en représentant du socialisme et des élites intellectuelles internationales. À l'instar de la mouvance QAnon, qui n'est qu'un exemple dans un large mouvement conspirationniste dématérialisé et déconcentré, inutile de préciser à quel point l'ouverture au monde est rendue impossible dans ce logiciel de pensée.

45. T. Wright, « Between Restoration and Change », *Internationale Politik Quarterly*, n° 1, octobre 2020.

Ironie de l'histoire, l'Amérique peut être « great again » sous Biden pour peu que le GOP saisisse l'opportunité du contexte géopolitique et communique une vision différente du repli intégral et des mensonges à ses soutiens. Voudront-ils seulement « refaire nation » avec les démocrates ? Cela nécessitera un courage que l'on a peine à voir émerger, comme les événements des dernières semaines de l'administration Trump l'ont montré.

La collection des *Potomac Papers*

- Laurence Nardon et Mathilde Velliet, « La guerre commerciale sino-américaine. Quel bilan à l'issue de la présidence Trump ? », n° 40, novembre 2020.
- Cynthia Ghorra-Gobin et Martine Azuelos, « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires », n° 39, septembre 2020.
- Sébastien Mort, « Les médias conservateurs dans la campagne de 2020. Un soutien unanime au président ? », n° 38, décembre 2019.
- Lauric Henneon, « Les élections de mi-mandat aux États-Unis. 4 scénarios, 12 États-clefs pour le Sénat », n° 37, septembre 2019.
- Patrick Allard, « La politique commerciale de Trump : faire reculer la Chine », n° 36, mars 2019.
- Ivana Obradovic, « La crise des opioïdes aux États-Unis. D'un abus de prescriptions à une épidémie aiguë », n° 35, décembre 2018.
- Marion Leblanc-Wohrer, « *Comply or die?* Les entreprises face à l'exigence de conformité venue des États-Unis », n° 34, mars 2018.
- Ivana Obradovic et Michel Gandilhon, « La légalisation du cannabis aux États-Unis. Les exemples du Colorado et de l'État de Washington », n° 33, février 2018.
- Boris Toucas, « "L'affaire russe" : la démocratie américaine ébranlée », n° 32, décembre 2017.
- Laurence Nardon, « Les États-Unis face à la Chine, de Henry Kissinger à Donald Trump », n° 31, novembre 2017.
- Corentin Sellin, « Trump : candidat des pauvres, président des riches ? », n° 30, juin 2017.
- Corentin Sellin, « Trump et l'électorat populaire blanc », n° 29, septembre 2016.
- Maya Kandel, « Obama face au terrorisme : chronique d'un échec ? », n° 28, septembre 2016.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur Twitter :
[@LaurenceNardon](https://twitter.com/LaurenceNardon)



Institut français
des relations
internationales